

# MEDIENSPIEGEL





16.02.2018

Avenue ID: 858

Artikel: 4

Folgeseiten: 2

---

	12.02.2018	La Région Nord vaudois <b>Le scandale du paraquat</b>	<b>01</b>
	08.02.2018	La Région Nord vaudois Hebdo <b>Des décisions qui mettraient de l'huile sur le feu</b>	<b>02</b>
	03.02.2018	Zürcher Oberländer <b>Seco hält Bauern im Ungewissen</b>	<b>05</b>
	02.02.2018	Agri <b>Huile de palme: pourquoi s'acharner?</b>	<b>06</b>



## Yves Pellaux, syndic de Pomy Le scandale du paraquat

**A**ctuellement, le Conseil fédéral négocie un accord de libre-échange avec la Malaisie.

Cet accord permettrait, notamment, une augmentation de l'importation de l'huile de palme exonérée de taxe douanière. La production suisse de colza et de tournesol serait directement touchée par cette concurrence significative (*lire La Région Nord vaudois du 8 février*).

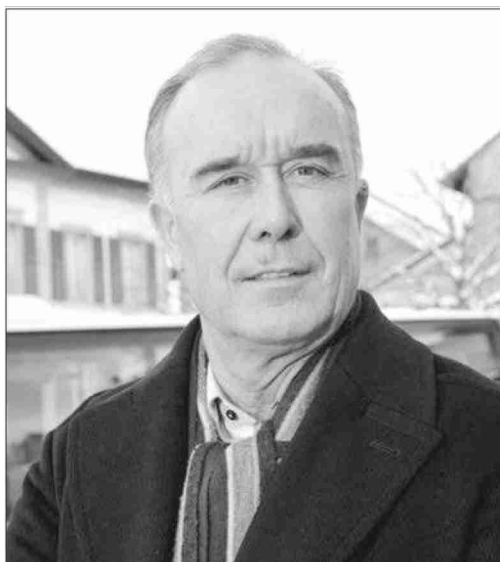
Mais ce qui n'est pas dit, c'est que cette production d'huile de palme malaisienne utilise, à grande échelle, un herbicide interdit en Suisse depuis 1989, le paraquat, plus connu sous le nom commercial de Gramoxone. Ce produit est également interdit au sein de l'Union européenne depuis 2007. A ce jour, plus de cinquante pays ont interdit l'utilisation du paraquat sur leur territoire. Cet herbicide a des effets néfastes sur la santé des utilisateurs et des consommateurs.

Or, comble de l'hypocrisie, le paraquat est fabriqué par Syngenta, géant de l'agrochimie bâloise. Le chiffre d'affaires réalisé par Syngenta avec

**«Or, comble de l'hypocrisie, le paraquat est fabriqué par Syngenta, géant de l'agrochimie bâloise.»**

le paraquat est estimé à 400 millions de francs suisses, selon la revue de l'association *Public Eye*. Cet accord, s'il se réalise, permettra à Syngenta d'exporter davantage de paraquat en Malaisie, ce qui est certainement très bon pour les affaires, mais en ce qui concerne l'éthique, c'est nettement moins glorieux.

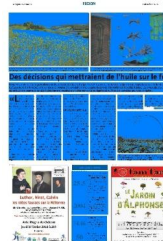
De plus, cet herbicide ne manquera pas de



revenir en Suisse à travers les importations d'huile de palme. Il y revient d'ailleurs déjà, puisque notre pays en consomme annuellement 30 000 tonnes. Difficile d'y échapper, l'huile de palme est présente dans de nombreux aliments: crème glacée, margarine, biscuits, chocolat, «Nutella», pâte à gâteau... elle est présente dans un aliment sur deux. On la trouve également dans les produits de consommation courante comme le shampoing, le rouge à lèvres ou encore les détergents.

Il est assez incroyable de penser que la Suisse a interdit très justement, pour des raisons de santé publique, l'utilisation du paraquat en 1989 déjà, alors qu'aujourd'hui elle s'apprête à signer un accord de libre-échange avec un pays utilisant le paraquat à large échelle pour la production d'huile de palme.

Une huile dont les effets sur la santé sont déjà plus que discutables. Si on y rajoute le risque du paraquat, on est en droit de se poser des questions sur les réelles priorités du Conseil fédéral. ■



Entre le moment où les semis sont plantés (à la fin du mois d'août) et la période de récolte des grains de colza (généralement au début du même mois), c'est presque une année qui s'écoule. Dupontex



Julien Gavillet, 36 ans, distribue, au total, 82 tonnes de graines sèches de colza et de tournesol produites dans l'exploitation familiale de Donneloye au Centre agricole d'Yvonand. Carole Athabes

## Des décisions qui mettraient de l'huile sur le feu

**NORD VAUDOIS** ■ Des négociations sur des accords de libre-échange entre la Suisse et les deux principaux pays exportateurs d'huile de palme, la Malaisie et l'Indonésie, sont en cours et pourraient conduire à une augmentation de l'importation de cette denrée. Les producteurs suisses de colza et de tournesol seraient directement touchés par cette concurrence significative. Prise de température dans la région.

GIANLUCA AGOSTA ■

«Le futur n'est pas très réjouissant. L'agriculture est en plein changement.» Julien Gavillet, 36 ans, et son frère Laurent, qui a un an de moins, ont repris l'exploitation agricole familiale en 2017, lorsque leur père a pris sa retraite. L'aîné de la fratrie est bien conscient des enjeux, actuels et futurs, liés au monde paysan:

«Nous avons subi une baisse des prix agricoles depuis quelques années», déplore le Nord-Vaudois. Il sait que le futur de sa profession passera inévitablement par l'agriculture biologique et qu'il faudra s'adapter à ce nouveau mode de production.

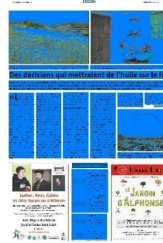
Mais ce qui le désole actuellement, ce sont les négociations relatives à des accords de libre-échange que la Suisse est en train de mener avec la Malaisie et l'Indonésie, deux pays qui fournissent 85% de la production mondiale d'huile de palme, un concurrent direct du colza et des tournesols locaux. Ces fournisseurs de l'Asie du Sud-Est réclament une exonération des droits de douane pour l'exportation de leur précieux nectar en Suisse.

Dans les champs de la famille Gavillet, qui s'étendent entre la commune de Donneloye et celle d'Urrensins, on trouve de la betterave sucrière, du maïs, des

céréales (de l'orge et du blé), mais aussi, justement, du colza et des tournesols, qui font partie des plantes oléagineuses. Ces dernières sont étalées sur environ 33% de la surface cultivable du domaine des Gavillet, soit 24 hectares, et représentent 25 à 30% des recettes de l'exploitation.

### Une réponse attendue

«Il y a une disparité entre les discours écologiques que l'on donne d'un côté, et le fait d'ouvrir les frontières de l'autre.» Après avoir déposé une interpellation en février 2017, le conseiller national Jean-Pierre Grin, lui aussi agriculteur dans le Nord vaudois, interviendra, à nou-



veau, lors de la prochaine session parlementaire, qui débutera le 26 février prochain.

«Je vais faire pression auprès du Conseil fédéral, avant que les accords ne soient conclus», annonce l'agriculteur de Pomy, qui posera une question le premier jour de la session, obligeant l'organe exécutif de la Confédération à donner une réponse la semaine suivante.

«Il faut que les autorités fédérales reconnaissent les problèmes liés à l'agriculture, mais aussi les ennuis sociaux et écologiques que ces accords pourraient apporter en Suisse, et dans ces pays exportateurs», renchérit Andrea Koch, responsable de communication au sein de la Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC).

En effet, d'après Andrea Koch, les agro-industries basées en Malaisie et en Indonésie n'hésitent pas, par exemple, à expulser des paysans locaux de leurs terres pour faire pousser des palmiers à huile, et augmenter le rendement de ce juteux business. Déforestations, émissions de CO<sub>2</sub> alarmantes, atteintes à la biodiversité accompagnent également ces productions industrielles. «Les politiciens suisses doivent se coordonner, sinon on peut arrêter l'écologie et

les actions visant à éviter le réchauffement climatique», conclut Andrea Koch.



A Riau, une province d'Indonésie située sur l'île de Sumatra, une forêt naturelle, brûlée pour faire place à des palmiers à huile, a subi de plein fouet les conséquences de ce business mondial. Greenpeace/Kemal Jufri

## QUELQUES CHIFFRES

25,5

En pourcentage, la part de l'huile de colza dans la consommation d'huiles végétales en Suisse (2016). En haut du classement, on trouve l'huile de tournesol (importée et suisse) avec 33,7%. L'huile de palme est troisième avec 18,5%.

2004

L'année qui voit la naissance de l'huile de colza HOLL, qui permet la friture et le rôtissage. La production de cette variété serait éliminée par les accords de libre-échange (ALEA).



**74.46**

En millions de francs, le total des pertes estimées pour les producteurs d'oléagineux suisses (colza et tournesol) à cause des ALEA.

**50**

En pourcentage, le taux d'acides gras saturés (mauvais pour la santé) dans l'huile de palme.



## Seco hält Bauern im Ungewissen

**FREIHANDEL Der Schweizer Bauernverband bangt wegen des Abkommens mit Indonesien um den Rapsölabsatz. Das Seco hat eine Lösung – verrät aber nicht, welche.**

Wenn alles rund läuft, sollte das Freihandelsabkommen mit Indonesien im Sommer unter Dach und Fach sein. Der Schweizer Bauernverband will dies gemeinsam mit Umwelt- und Menschenrechtsorganisationen verhindern – jedenfalls dann, wenn wie beabsichtigt Palmöl eingeschlossen ist. Die Bauern nützen den Widerstand von links, um ihren Absatzmarkt von Rapsöl zu schützen. Nun meldet das Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco), dass dieser gar nicht gefährdet sei. Man habe eine Lösung. Wie diese aussieht, hat das Seco bisher nicht verraten. Laut

Bauernpräsident Markus Ritter liegt seit April 2017 eine Anfrage beim Seco. Beantwortet wurde sie nie. Bernard Lehmann, Direktor des Bundesamts für Landwirtschaft, hat die Lösung nun erstmals umrissen: Die Folgen gesenkter Zölle für Palmölimporte sollen mit zwei Massnahmen gemildert werden. Erstens würden die Preisnachteile mit höheren Direktzahlungen ausgeglichen. Zweitens müsse Palmöl einen Mindeststandard für nachhaltige Produktion erfüllen. Als Label ist der Standard RSPO vorgesehen. Ritter, der erstmals von dieser Zeitung davon hört, bleibt skeptisch. Produktionsstützende Direktzahlungen seien das falsche Mittel. Da zudem der RSPO-Standard umstritten sei, ändere sich nichts an seiner Haltung: Ein solches Abkommen sei nicht im Sinne der Bauern. *cab*



## Edito

**Fritz Glauser**

**Président de la Fédération  
suisse des producteurs  
de céréales**

fritz.glauser@fspc.ch



V. GREMAUD

## Huile de palme: pourquoi s'acharner?

Les accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie durent depuis maintenant plusieurs années. Le Conseil fédéral et le Seco tentent de trouver de nouveaux débouchés pour l'industrie et les services suisses et, en contrepartie, les importations d'huile de palme devront être facilitées.

Quels sont les avantages potentiels de tels accords? Difficile d'obtenir des données chiffrées sur les gains économiques globaux pour la Suisse. Par contre, les pertes seraient majeures: des dizaines de millions de francs pour les producteurs de colza et de tournesol, des places de travail dans les entreprises de transformation indigènes, des impacts écologiques et sociaux négatifs en Malaisie et en Indonésie. Et, pour terminer, des citoyens suisses contraints de consommer de plus en plus d'huile de palme, consciemment ou non, avec des effets néfastes sur leur santé.

Qu'a la Suisse à gagner avec de tels accords? A part le respect d'une idéologie prônant le libre-échange comme solution miracle à tous les problèmes économiques, de tels accords apportent au final et d'un point de vue global plus de pertes que de bénéfices.

L'acharnement du Conseil fédéral à vouloir abolir les frontières, notamment pour les produits agricoles, est impossible à comprendre. L'agriculture suisse n'a-t-elle vraiment aucune valeur, mise à part celle de monnaie d'échange dans des accords internationaux?

L'huile de colza suisse a montré, au cours des dernières années, ses avantages pour l'économie suisse et ses atouts pour les consommateurs. Un sacrifice de cette filière oléagineuse va bien au-delà de réflexions purement économiques! Le Conseil fédéral ferait bien de mettre, dans la balance, également les aspects écologiques, sociaux et de santé humaine, et de les prendre en compte dans les négociations.